

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

Sous les plis du drapeau rouge

des Communards de 1871  
des Bolcheviks de 1917

Contre le « drapeau » tricolore

des Gallifet de 1871  
de l'Union Sacrée 1914-1918

Pour le Socialisme -

Milice ouvrière !

A bas les décrets-lois de Laval-Herriot ! A bas l'Union Sacrée !

## Vive le Front Unique Prolétarien de lutte de classes !

CONTRE LES DIRIGEANTS RADICAUX FAILLIS, LUTTONS, SOUS LES PLIS DU DRAPEAU ROUGE, POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN !

Certains camarades qui se prétendent proches de nos idées, s'étonnent de notre intransigence vis-à-vis du Front populaire, accepté aujourd'hui par tout le Parti, de Faure à Pivert. A cet égard, il faut surmonter toutes les réactions vagues, et bien examiner le problème en lui-même. Ce n'est pas nous qui avons changé. Ce sont les Marceau Pivert et les Zyromski, qui se prétendaient hier contre les radicaux, et pour le programme de socialisation et qui, aujourd'hui, s'inclinent devant le néo-cartel avec les radicaux et devant la liste de revendications partielles dans le cadre du régime capitaliste, imposés par les Stalinistes.

Entendons-nous bien : en tant que le Front populaire signifie un rassemblement des masses, nous ne sommes pas contre le rassemblement en lui-même.

Mais pour les marxistes, ce qui compte, ce n'est pas seulement le rassemblement en lui-même (les professions sont aussi de larges rassemblements), mais le contenu et l'orientation politique de ces rassemblements, la politique à suivre au sein de ces rassemblements. Or, la conception dite du Front populaire se traduit ainsi : 1) Alliance des partis prolétariens et des partis bourgeois radical-socialiste, néo-socialiste, républicain socialiste ; 2) Programme contenant une liste de revendications partielles ne mettant pas en cause les bases mêmes du régime ; 3) Lutte pour un gouvernement de gauche, c'est-à-dire radical et socialiste avec soutien communiste ; 4) Capitulation pacifique devant les bandes armées du capital.

Nous avons déjà dénoncé, comme autant de trahisons, ces quatre articles du néo-réformisme staliniste. Le fait que le P.S., moins notre G.B.L., y ait adhéré n'enlève rien à nos appréciations, mais, au contraire, nous oblige à les réitérer, car le danger se trouve, au contraire, aggravé.

L'alliance avec les radicaux est une alliance contre les classes moyennes

Il faut être charlatan comme Thorez qui, hier, nous accusait de « social-fascisme », parce que nous voulions le F. U. véritable et, aujourd'hui, nous traite de sectaires parce que nous refusons de nous incliner devant le « chef éminent » (sic) Daladier (l'ex « fasciste fusilleur d'ouvriers »), pour affirmer, comme il le fait dans l'Humanité du 15, que nous sommes contre une alliance avec les classes moyennes. C'est le contraire qui est vrai. Dans notre numéro 226, nous indiquons : « Se rapprocher des paysans et des petites gens des villes, les attirer de notre côté, c'est la condition nécessaire de succès de la lutte contre le fascisme, sans même parler de la conquête du pouvoir. »

Mais là où commence la difficulté et, pour les stalinistes, la trahison et l'absurdité politique, c'est quand les Thorez et les Cachin identifient le Parti radical (« le plus grand des

partis », écrit Thorez, le 30 juin) aux classes moyennes. L'alliance avec les petits propriétaires travailleurs, ils ne se la représentent pas autrement que sous la forme d'un bloc avec les affairistes parlementaires qui commencent enfin à perdre la confiance des petits propriétaires. »

Une telle conception, qui fut pour la première fois exposée par Frossard, qui est aujourd'hui partagée par Cachin, Thorez, Blum, Faure, Pivert, est celles des gens qui ne voient rien d'autre que les ombres parlementaires, et qui substituent à une alliance indispensable avec des classes mises en mouvement la crise sociale la plus profonde un bloc avec une clique parlementaire complètement incapable et pourrie.

Une alliance avec les radicaux, c'est une alliance avec la bourgeoisie en décomposition. Au commandement de Staline, soutiens uniquement « de l'alliance diplomatique », le « Front populaire » s'efforce de renflouer comme « chefs éminents » les pitoyables laquais des Banques, Herriot, Daladier, Cot, traîtres aux travailleurs des classes moyennes.

Les révolutionnaires doivent dénoncer avec la plus grande vigueur de telles alliances qui lient le prolétariat à la bourgeoisie, sous le signe de la prostitution du drapeau rouge au drapeau tricolore, comme ce sera le cas pour le 14 juillet.

Ce jour-là, on va imposer au prolétariat de grandes réjouissances en l'honneur de la bourgeoisie républicaine, qui n'a jamais hésité quand elle avait le pouvoir à le massacrer.

On peut commémorer le 14 juillet, contre les Bastilles modernes ? De « la tradition » même, on oublie l'essentiel : la bourgeoisie, classe ascendante, a su opposer à la Bastille féodale, sa violence de classe pour la renverser. Aujourd'hui, ceux qui se prétendent les chefs du prolétariat, classe ascendante, ne proposent, contre les Bastilles modernes du capital gardées par les bandes fascistes armées, que des serments, du théâtre et des ordres du jour. Voilà où conduit l'alliance avec les chefs radicaux.

Il faut chasser les chefs radicaux et le radicalisme officiel du « Front populaire ». Telle doit être la tâche des socialistes au sein du Front populaire.

Le programme minimum du Front populaire est une utopie platement réformiste

Lebas et Paul Faure proposent le programme des nationalisations dans le cadre du capitalisme, ce qui est, dans la période de déclin du capitalisme, une revendication tout à fait irréalisable.

C'est pourquoi précisément il faut conquérir le pouvoir, par la violence. Mais cela, Lebas et Paul Faure ne le comprendront jamais.

Cependant, il est, depuis le Congrès de Mulhouse, une position encore beaucoup plus inexplicable que celle du réformisme conséquent de Lebas-Faure c'est la position de

### Rassemblement contre l'Union Sacrée !

Diverses initiatives ont été prises pour organiser après la déclaration de Staline, la lutte contre l'Union sacrée.

La première par « Nouvel Age », avait groupé dans un comité de coordination diverses organisations (G.B.L., Fédération unitaire de l'Enseignement, Nouvel Age, l'Union communiste, l'Action Léniniste, etc...). La deuxième, par la Révolution prolétarienne avait groupé Doriot, Pivert, l'Action socialiste, Guy Jeram, la R.P., etc...

Malgré certaines exclusives personnelles et sectaires lancées par le second comité, nous avons pensé d'accord avec les camarades de la F.U. de l'Enseignement, qu'il importait pour la préparation de la Conférence Nationale contre l'Union sacrée, de faire l'unité dans un seul comité, afin de réaliser le plus grand rassemblement.

Nos efforts ont abouti, et le mardi 25 juin, les deux comités ont fusionné.

Il y a aujourd'hui un seul comité dont le secrétaire est le camarade Louzon de la R.P. et le secrétaire adjoint, le camarade Tessier.

Nous invitons tous les camarades socialistes, communistes, inorganisés, soucieux de se regrouper contre l'Union sacrée staliniste-réformiste à nous faire parvenir leurs adhésions en vue de leur participation à la Conférence Nationale contre l'Union sacrée. Nous les transmettrons au comité d'organisation.

Mais dès maintenant tous les camarades disponibles doivent participer au meeting organisé par les groupes révolutionnaires.

Le 10 juillet, Salle Albouy, rue d'Albouy, à 20 h. 30.

Contre la guerre, contre l'Union sacrée pour la révolution.

Pour une conférence nationale des groupes et militants révolutionnaires.

Participeront à ce meeting :

Un orateur bolchevik-léniniste, Marceau Pivert, Rolland (du rayon de St-Denis), un orateur de la Fédération unitaire de l'Enseignement, Nouvel Age, Lutte Finale, Action Léniniste, Union Communiste, etc...

N.D.L.R. — Les responsables de groupes doivent, de toute urgence, assurer la diffusion des cartes de participation (1 fr.) en vue de ce meeting. Prière de venir les prendre au local.

Blum-Auriol-Zyromski-Pivert, qui acceptent le programme minimum du Front populaire, sous prétexte qu'il est réalisable dans le cadre du régime capitaliste, par un gouvernement de Front populaire. Les phrases révolutionnaires de la Bastille socialiste sur le pouvoir étaient bonnes, évidemment, pour les Congrès. Pour la « politique immédiate », on préfère se ranger aux côtés du « sage » opportuniste stalinien.

Il y a là une utopie identique à celle de Lebas, mais politiquement encore plus dangereuse dans la réalité, encore plus à droite (on voit par là le triste rôle joué par les stalinistes dans le mouvement ouvrier), car elle limite la perspective de lutte, non aux grandes réformes, mais à quelques revendications.

(Voir suite page 4)

Les fascistes (faut-il citer les exemples dont fourmille la presse) mobilisent, s'exercent, s'arment. La « minorité agissante » s'apprête à étrangler la majorité « populaire ».

Pendant ce temps, les chefs du Front populaire Blum-Thorez épiluchent les déclarations de Laval, pour y trouver une ombre d'espoir.

Ils se réjouissent à la pensée du rassemblement du 14 juillet où le peuple est convié à venir défilé sous le drapeau tricolore et le drapeau rouge conjugués (symbole de la collaboration de classe) aux côtés des traîtres et des faillis radicaux, soutiens d'un régime de guerre et de misère, d'une union nationale qui prépare la voie au fascisme.

Les révolutionnaires de tous les Partis participeront à ce rassemblement, mais ce sera pour en faire une démonstration contre le régime, pour son renversement violent par la révolution, et pour opposer aux fascistes non de paisibles serments, mais à l'organisation, l'organisation, aux armes, les armes.

Les révolutionnaires de tous les partis, protesteront aussi contre la politique de préparation à l'Union sacrée des stalinistes et des réformistes.

Les mots d'ordre doivent être :

A bas les décrets-lois de Laval-Herriot ! A bas l'union sacrée !... Pour le socialisme, Milice ouvrière !...

Pour le Congrès National des Jeunesses Socialistes

## Les Jeunes et la crise

LA SITUATION DES JEUNES EST SANS ISSUE.

Dans l'immense armée du chômage, il y a six millions de jeunes. Une grande partie d'entre eux n'a même jamais connu le travail. Les jeunes travailleurs, soumis à la concurrence des ouvriers qualifiés et de l'énorme masse des chômeurs, sont contraints à un travail intense pour un salaire dérisoire. Les jeunes paysans, les jeunes fonctionnaires et employés, s'ils ont chance de travailler, sont aussi soumis à une exploitation éhontée, à une surveillance policière. On réclame d'eux tous un travail éreintant et une servilité totale. Désespérant de trouver une situation, ou craignant sans cesse de perdre leur travail, l'énorme majorité des jeunes exploités se voit condamnée à une vie précaire, incertaine du lendemain, sans aucune possibilité de se développer.

Que leur offrent les régimes bourgeois ? Les camps de travail forcé comme en Allemagne ou aux Etats-Unis. La mort dans une campagne coloniale comme en Italie. L'engagement pour deux ans dans l'armée sous peine d'être radié du chômage, comme dans la « république » française. Dans le monde capitaliste actuel, la jeunesse est acculée à la misère et à la famine. En fin de compte, le régime ne leur offre que la guerre, massacre collectif, qui ne résoudra rien, engendrera de nouvelles contradictions, grosses de nouvelles guerres, où risque de périr la civilisation occidentale.

Les jeunes exploités ne peuvent attendre leur libération que d'eux-mêmes, en associant leurs efforts à ceux de l'innombrable armée des travailleurs, luttant pour la révolution prolétarienne.

II. — LA DEMOCRATIE SE DECOMPOSE.

En France, le régime de la démocratie bourgeoise tend à n'être plus qu'un souvenir. L'apparition des bandes fascistes manifeste l'incapacité de la république parlementaire à assurer le jeu normal de l'exploitation capitaliste dans le cadre des institutions démocratiques. Les grands féodaux du capital, comprenant cette incapacité, ont porté, le six février 1934, un premier coup aux institutions républicaines. La Chambre de 1932 a reculé devant la menace des bandes armées du grand capital ; en majorité cartelliste, elle a appelé et subi un ministère d'Union Nationale. Depuis, les progrès de l'offensive réactionnaire n'ont pas cessé, grignotant toutes les libertés et réformes sociales arrachées au régime. Le Parlement montre son incapacité totale à résoudre la situation : ayant derrière lui l'appui des masses laborieuses, il a reculé, après la chute de Flandin et de Bouisson, voulue et proposée par la grande industrie, devant un avion lançant des tracts fascistes et menaçant de mobiliser les bandes armées. Il a accepté Laval et son nouveau ministère d'Union Nationale pour une politique de déflation massive, de militarisation accrue, de répression renforcée des organisations ouvrières.

III. — L'ETAT FRANÇAIS SE TRANSFORME EN REGIME BONAPARTISTE.

Ministère et Chambres républicaines constituent donc un instrument docile du grand capital. Les députés tremblants renient leur mandat. Ce ne sont plus les Chambres qui dirigent : c'est l'Etat-Major, les associations réactionnaires et leurs bandes armées. La majorité de la Chambre influe beaucoup moins sur les destinées du pays que les Croix de Feu. Sous leur menace, le Gouvernement applique une politique

exactement contraire aux volontés des masses laborieuses. Le ministre Laval repose d'un pied sur les Chambres, de l'autre sur les fascistes. Seules l'inertie et la passivité des organisations ouvrières permet à cet équilibre instable de durer. Cependant, les bandes fascistes préparées avec la complicité du gouvernement les cadres d'un régime autoritaire, le retour d'un nouveau Bonaparte.

Pour entraîner les ouvriers dans une lutte immédiate, pour créer les organismes du combat révolutionnaire et du nouveau pouvoir, il faut les rassembler autour de mots d'ordre clairs, d'application immédiate. Puisque les capitalistes ont fait faillite dans la gestion de leurs entreprises, il faut leur demander des comptes, créer les Comités du Contrôle ouvrier.

Les associations patriotiques, aidées par la grande presse bourgeoise, tentent de corrompre les couches les plus exploitées des travailleurs, les chômeurs, en instituant des offices de placement, qui sont aussi des réserves de recrutement, des soupes populaires, etc. Elles opposent les promesses des partis ouvriers à leur tolérance vis-à-vis d'un régime condamné. Mais surtout elles pèsent sur l'opinion du pays par l'action et la menace de leurs bandes armées. Les manifestations des Croix de Feu, avec tout leur appareil militaire (Alger, Chartres, La Bourboule), grâce à la complicité des hautes sphères gouvernementales, dirigent réellement la politique du pays. Les réactionnaires ont investi les cadres du régime. Ils apparaissent comme la seule forme active ; habitant les masses à leur présence, neutralisant de larges couches parmi elles. La mobilisation de Chartres influe bien davantage sur l'opinion et le développement de la situation présente que toutes les manifestations pour Victor Hugo et les rassemblements pacifiques et sans mot d'ordre comme à Montreuil.

IV. — LA LUTTE POUR LE POUVOIR.

La jeunesse socialiste prendra la tête de la lutte menée pour les revendications des jeunes : salaire égal pour travail égal, celui des adultes ; prolongation de la scolarité et apprentissage aux frais de la collectivité ; développement des contrats collectifs, gratuité des assurances sociales, dans chaque municipalité création de comités de jeunes chômeurs, de centres récréatifs et culturels pour les jeunes. Droit de vote à partir de 18 ans — droit de vote pour les soldats. Mais, dans la période actuelle, une telle lutte pour les revendications immédiates n'aura de succès, ne rassemblera en grand nombre les jeunes exploités, que si elle est étroitement et directement liée à la lutte pour le pouvoir, dont les jeunes doivent prendre la tête. Plus que jamais, les réformes partielles ne peuvent être que des sous-produits de la lutte révolutionnaire. Dans la crise présente de la base économique et des institutions politiques du régime, arracher des réformes au régime, c'est entrer des deux pieds dans le combat final pour sa destruction et l'instauration d'un ordre nouveau. Aujourd'hui, à cause du grand nombre des chômeurs, les ouvriers ne feront plus grève exclusivement pour leurs salaires. Ils n'entreront dans le combat qu'avec l'assurance d'échapper définitivement à leur misère par une lutte décisive pour la transformation totale du régime.

C'est pourquoi la lutte pour le pouvoir doit être menée en vue d'une transformation économique profonde sous le signe de la nationalisation des monopoles de fait, et des branches essentielles de l'industrie et du commerce.

Voir suite page 3

# Lettre de Nathalia Trotsky à propos de l'arrestation de Serge Trotsky

Ces derniers temps se sont largement répandus, parmi les camarades des bruits selon lesquels Staline aurait choisi cette fois-ci notre fils cadet Serge pour objet de vengeance. Des amis nous demandent : Est-ce vrai ? Oui, c'est vrai. Serge a été arrêté dès le début de cette année. Si, les premiers jours, on pouvait espérer que l'arrestation était due au fait du hasard et que notre fils allait être libéré d'un jour à l'autre, aujourd'hui, il est évident que les intentions de ceux qui l'ont emprisonné sont beaucoup plus sérieuses. Et, puisque de nombreux camarades s'intéressent vivement au nouveau coup perpétré contre notre famille, il serait peut-être mieux que je raconte dans cette lettre, destinée à l'opinion publique, de quoi il s'agit.

Serge naquit en 1908. Lors de la Révolution d'octobre, c'était un garçon de 9 ans et il grandissait au Kremlin. Dans les familles où les adultes sont absorbés par la politique, les membres cadets sont fréquemment repoussés de la politique. Il en fut ainsi aussi chez nous. Serge ne s'occupait jamais des questions politiques et il n'était même pas membre des Jeunesses Communistes. Dans les années d'école, il s'adonnait au sport, au cirque et il était devenu un éminent gymnaste. Dans l'Université, il s'est particulièrement attaché aux mathématiques et à la mécanique; en qualité d'ingénieur, il a reçu une chaire à l'École Technique Supérieure; il y déployait, ces dernières années, une grande activité pédagogique. Dernièrement, il a publié, avec deux de ses collègues, un livre technique : « Les gazogénérateurs légers du type d'auto-traction ». Le livre, édité par l'Institut Scientifique d'auto-traction, a obtenu un vif succès parmi les plus éminents spécialistes.

Lorsque nous fûmes expulsés à l'étranger, Serge était encore étudiant. Les autorités ont permis aux membres de notre famille de nous suivre ou de rester en U.R.S.S. Serge a décidé de rester à Moscou, afin de ne pas s'arracher au travail qui a, depuis, rempli son existence. Les conditions matérielles de sa vie étaient très difficiles, mais elles ne différaient pas sous ce rapport des conditions de vie de la majorité écrasante de la jeunesse soviétique non privilégiée. L'indigne calomnie que la presse soviétique répandait sans relâche sur L. Trotsky et sur ses partisans ne pouvait pas ne pas lui causer des souffrances morales. Cela, je ne puis seulement que le pressentir. Ma correspondance avec mon fils se limitait exclusivement à des questions « neutres » et quotidiennes et ne touchait jamais les questions politiques et les conditions spéciales de l'existence de notre famille (il faut ajouter que même ces lettres n'arrivaient que par exception). L. Trotsky ne correspondait pas du tout avec notre fils pendant les années de l'exil, afin de ne pas donner aux autorités le moindre motif à des poursuites ou à des simples tracasseries. Et, en effet, pendant les six années de notre actuelle émigration, Serge poursuivait son absorbant travail scientifique et pédagogique sans aucune entrave de la part des autorités.

La situation a changé depuis l'assassinat de Kirov et le retentissant procès de Zinoviev et Kamenev. La correspondance fut complètement rompue; Serge a été arrêté. J'attendais de jour en jour que la correspondance fut reprise. Mais voici que s'écoulent six mois depuis que Serge est en prison. C'est cela qui me contraint de penser que ceux qui l'ont arrêté ont des intentions singulières. Peut-on supposer que sous l'influence des événements, notre fils ait été entraîné dans une activité oppositionnelle ? Je serais heureuse pour lui si je pouvais le penser, car dans cette condition il eût été infiniment plus facile à Serge de supporter le coup porté contre lui. Mais une telle supposition doit être absolument écartée. Des différentes sources, nous savions suffisamment bien que Serge était aussi éloigné de la politique ces dernières années que précédemment. Mais à moi personnellement, même ces témoignages ne seraient pas nécessaires, puisque je connais trop bien sa psychologie ainsi que son orientation intellectuelle. Et même les autorités, à commencer par Staline, sont très bien renseignées sur ce point : puisque Serge, je le répète, a grandi au Kremlin, le fils de Staline

(Voir suite page 4)

## L'UNITE SYNDICALE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

A nouveau les pourparlers sont engagés entre les deux centrales syndicales.

La Commission Exécutive de la C.G.T.U. a modifié son attitude vis-à-vis des fractions en général, dans le sens indiqué par la bureaucratie de la C.G.T.

Dans la forme, l'accord paraît devoir se réaliser entre les directions confédérales.

En somme, l'unification du mouvement syndical va s'accomplir par la rentrée pure et simple de la C.G.T.U. dans la C.G.T.

C'est le mot d'ordre que nous défendons déjà l'an dernier.

Mais, actuellement, la rentrée de la C.G.T.U. revêt un tout autre caractère, elle n'est pas l'expression d'une tactique appropriée à une situation mais un accord politique avec Jouhaux.

En fait, c'est là que réside la cause déterminante pour la réalisation effective de l'unité.

Pour notre part, nous disons : il faut en finir avec les attermolements et les pourparlers entre les bureaucraties syndicales. Nous voulons que la fusion s'opère à la base tout de suite et soit consacrée aux congrès confédéraux de septembre prochain.

Mais il ne faut pas précipiter les décisions, les dirigeants syndicaux préconisent l'attente jusqu'au moment où leur accord sera parfait. Leur cœur est bien orchestré, aussi bien du côté unitaire que du côté confédéré.

Ces discussions menées en vase clos ne peuvent nous inspirer confiance : nous voulons connaître ce qui se passe et savoir où l'on veut nous emmener.

Nous voulons ardemment une C.G.T. unique, mais cette entente Jouhaux-Monmousseau se réalise parce que Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France.

L'accord Jouhaux-Monmousseau exprime le triomphe de la politique de collaboration des classes et d'union sacrée.

Le 14 juillet, les deux hommes se retrouveront derrière le drapeau tricolore.

Notre tâche, à nous travailleurs syndicalistes révolutionnaires, reste la même : dénoncer violemment toute politique de faillite et de trahison, lutter avec cohésion pour chasser cette politique du mouvement ouvrier et la remplacer par une politique de combat révolutionnaire.

Militants des syndicats qui êtes en lutte pour le triomphe des intérêts de la classe ouvrière, rassemblement autour du drapeau de la révolution prolétarienne.

Plus d'hésitations ! Il faut marcher hardiment pour imposer rapidement l'unification du mouvement syndical, pour imposer la voix farouche de la révolution au sein de la C.G.T. unifiée !

Jouhaux-Monmousseau seront d'accord pour étouffer le courant des ouvriers révolutionnaires. A nous d'entraîner les travailleurs honnêtes vers la seule voie de salut : celle que les bolcheviks-léninistes essaient de tracer, celle suivie par les vaillants lutteurs révolutionnaires d'octobre 1917.

## Recueillir des adhésions au comité unique contre l'union sacrée

Nous consacrerons une place plus importante, dans le prochain numéro, aux conversations concernant la préparation de la Conférence nationale contre l'Union sacrée.

En raison des initiatives divergentes, deux textes de déclarations avaient été publiés, l'un que nous publions ci-dessous, l'autre qui est celui de la « Révolution prolétarienne ».

Aujourd'hui, existe un Comité unique de préparation à la Conférence nationale contre l'Union sacrée.

Les adhésions, individuelles ou collectives, peuvent être adressées, soit à ce Comité (siège : L'ouzon, 54, rue du Château-d'Eau), soit à la Vérité, 8, rue Le-gouvé, qui transmettra. Il faut collecter, dans les jours qui viennent, le maximum d'adhésions à la Conférence nationale. Cela ne signifie pas que l'on signe la déclaration politique rédigée avant la fusion des Comités par le R.P., et qui continue à être diffusée. Pour notre part, nous ne l'avons pas signée, et nous nous étions ralliés à la déclaration ci-dessous :

« La cause de l'Internationalisme prolétarien vient d'être officiellement désertée par Staline parlant comme chef de la III<sup>e</sup> Internationale, « approuvant la politique de défense nationale suivie par la France ».

## Une leçon historique

### La lutte du parti communiste italien contre les « minorités agissantes »

La situation actuelle est assez comparable à celle de l'Italie dans la période pré-fasciste. De ce point de vue tout particulièrement : une « minorité agissante » se prépare à étrangler la majorité populaire.

Nous donnons, ci-dessous, des extraits significatifs de la presse ouvrière de l'époque. On remarquera que le jeune Parti communiste italien avait alors, au point de vue de la défense physique une conception juste qu'il opposait au fatalisme social-démocrate.

C'est pour bien d'autres raisons politiques, parmi lesquelles sa création toute récente, ainsi que certaines erreurs ultra-gauchistes, qu'il n'a pu, à temps, avoir le dessus.

Aujourd'hui, en France, stalinisme et social-démocratie sont sur les mêmes positions fatalistes et pacifistes que les chefs socialistes italiens d'autrefois.

### CONTRE L'ELECTORALISME — POUR L'ARMEMENT DES MASSES

Le C.C. du P.C.I. disait, le 15 mai 1921 : « Nous affirmons qu'en déposant dans l'urne le bulletin de vote communiste, vous aurez, non pas mis la main sur une arme décisive qui puisse abattre l'adversaire, mais que votre acte n'aura eu que la valeur d'une démonstration. Vous aurez pris l'engagement de nous suivre dans l'action révolutionnaire, sur le même terrain que les fascistes avec les mêmes armes que les fascistes emploient contre vous. »

« Qui vous appelle aux urnes avec d'autres propos, en vous présentant vos votes comme le moyen de sortir définitivement des rigueurs de la situation, celui-là vous trompe ; cette tromperie est encore plus coupable si elle est commise non par les partis bourgeois, mais par le parti socialiste qui prétend représenter les intérêts de la classe ouvrière. »

### PRECHEURS PACIFISTES

« L'infériorité prolétarienne dépend du fait qu'il manque aux rangs de notre générique prolétariat des cadres révolutionnaires... Les coups de la violence bourgeoise (à l'aide des bandes fascistes armées), montrent aux masses ouvrières la nécessité d'abandonner les illusions funestes du réformisme et de se libérer des préceptes béats d'une paix sociale qui est en dehors des possibilités de l'histoire. »

Le Parti communiste... ne prêche pas le désarmement des esprits et la renonciation à la violence ; le Parti communiste dit tout haut aux travailleurs que leurs armes ne peuvent pas être seulement les armes métaphoriques ou abstraites de la propagande ou de la légalité électorale ; il proclame avec enthousiasme sa solidarité avec les travailleurs qui ont riposté avec les mêmes moyens à l'offensive des blancs (fascistes). Le Parti communiste dénonce aux travailleurs comme les pires ennemis les chefs de ces organismes qui, hypocritement, reculent devant ces responsabilités et qui, avec une propagande dont les adversaires justement se moquent, sèment le doute parmi les masses, et poursuivent des utopies idiotes de civililité et de chevalerie dans la lutte sociale, et encouragent ainsi l'outrecuidance de la réaction.

« Le mot d'ordre du Parti communiste est donc d'accepter la lutte sur le terrain même sur lequel la bourgeoisie se met, irrésistiblement entraînée par l'évolution de la crise mortelle qui la déchire ; le mot d'ordre du Parti communiste est de reprendre avec la préparation à la préparation, par l'organisation à l'organisation, par

# La motion de l'Ariège

Nous publions à titre documentaire, le texte de la motion de la Fédération de l'Ariège. Si comme nous l'avons déjà dit, nous saluons la volonté révolutionnaire qui l'anime, par contre nous nous réservons de la critiquer dans un de nos prochains numéros.

Le pouvoir, est, proprement, la maîtrise de la force publique et de la propriété. La bourgeoisie ne l'abandonnera pas, ne le partagera même pas.

Le suffrage universel ne peut l'assurer en présence des forces d'argent qui le neutralisent. Le prolétariat, si vraiment il le veut, doit donc le conquérir.

Toute action moderne exige organisation, méthode, action prolongée.

La milice rouge sera le prolétariat dressé, organisé et, s'il le faut, équipé, pour l'action initiale d'une révolution sociale : la prise du pouvoir. Tout le reste est verbiage, en 1935, en présence des forces fascistes qui se conjugueront, pour maintenir ou sauver l'ordre bourgeois capitaliste, avec les forces régulières de la bourgeoisie républicaine, contre les revendications d'une justice sociale élémentaire.

Avant d'exposer l'organisation de cette milice rouge, le parti socialiste se doit, une dernière fois, de demander solennellement au gouvernement de la République et avant le 14 juillet 1935, date significative, de dissoudre les ligues fascistes ouvertement organisées, militarisées, dans le but de conquérir le pouvoir. Passé le 14 juillet, le peuple reprendrait toute sa liberté d'organisation et d'action, sous la direction du parti socialiste qui, sans abandonner son travail de propagande générale procéderait ouvertement et sans délai, à l'étude, à l'organisation de la levée et à la mise en action éventuelle de la milice rouge, qui serait le rassemblement articulé et général de tous les militants de tout le territoire.

### LA MILICE ROUGE

I. BUT. — Défendre contre les menaces fascistes les démocrates d'avant-garde et leurs réunions.

Défendre contre une action fasciste, la

l'encadrement à l'encadrement, par la discipline à la discipline, par la force à la force, par les armes aux armes.

(6 mars 1921. Appel contre la réaction fasciste, signée par le P.C.I. et la Fédération des Jeunesses communistes.)

### LA BOURGEOISIE MEME MONTRE LA VOIE

« Dans les municipalités se révèle avec une évidence éclatante une des thèses fondamentales de l'Internationale communiste : quand la lutte des classes arrive à sa phase la plus aigue, tout duel oratoire entre opprimés et oppresseurs dans les assemblées électorales devient inutile et ridicule.

« En Italie, la bourgeoisie chasse avec les armes à la main les représentants ouvriers des communes ; contraint les administrations socialistes à démissionner ; et affirme la volonté de monopoliser par la violence les pouvoirs locaux. La bourgeoisie même enseigne donc aux masses la voie qui est à suivre pour garder le niveau d'organisation atteint et pour créer les conditions d'un développement ultérieur jusqu'à l'émancipation totale : la conquête de tous les pouvoirs étatiques, la dictature de classe, l'usage de la force armée prolétarienne pour éradiquer le terrorisme bourgeois et imposer à la bourgeoisie en proie à la dissolution et au désordre, le respect des lois et la loi du travail productif.

(Appel du C.C. du P.C.I. pour les élections politiques - 21 avril 1921.)

Après les succès électoraux socialistes, le P.C.I. formulait cette appréciation :

« L'Avanti (organe du P.S.I.) écrit que contre la violence fasciste il faut employer l'arme du bulletin de vote. Mais le bulletin de vote a conquis hier 2.500 communes (municipalités) et déchainé aujourd'hui la violence fasciste. Comment sortir du cercle vicieux ? »

(Manchette : O.N. - 24 avril 1921.)

### TRAITRES A LA CAUSE OUVRIERE

« Celui qui, idéalement et maternellement vous désarme en vous parlant de modes pacifiques d'action, tandis que la bourgeoisie elle-même démontre toujours plus ouvertement qu'elle se prépare à la lutte armée et que, bien plus, elle prend l'offensive contre vous ; celui qui vous parle de telle manière, consciemment ou inconsciemment, n'est qu'un traître à votre cause et un serf de la contre-révolution. »

(Appel du P.C.I. - 20 février 1921.)

### SUR LE TERRAIN DU FASCISME

« Pouvons-nous poursuivre le fascisme sur son terrain même ? Devons-nous accepter bataille contre le fascisme avec les mêmes armes qu'il emploie ? »

« Nous répondons : cela non seulement est possible, mais c'est encore inévitable. »

« Le problème que le fascisme nous impose, c'est un autre : celui de préparer les organisations de combat. »

(Gartaldi, membre du présidium de l'I.C. 1931)

Komintern. - O. N., 1er mai 1921.) République française.

Appuyer les forces régulières de la République contre les attentats fascistes.

Renforcer par les militants de province les militants de la région parisienne engagés dans une lutte antifasciste brisée.

Se substituer, en cas de faiblesse ou de trahison des gouvernements bourgeois, aux forces gouvernementales circonvenues ou battues.

Constituer la troupe de protection de l'organisation d'une République socialiste. En faire le noyau de l'Armée rouge de la Nation socialiste.

II. ORGANISATION. — Levées cantonales désignées par le nom du canton.

Groupements départementaux portant le nom du département.

Masses groupant plusieurs départements et numérotées I, II, III.

Concentration à organiser en plusieurs phases, échelonnées selon les besoins de l'heure et des lieux et avec variantes locales.

Comité supérieur qui étudiera l'application des forces rouges aux points menacés.

Comité politique central qui décide de la levée, de la mise en jeu de la concentration et des masses.

### III. LA LEVEE. — Mécanisme.

a) Par canton. — Militants (tendre à obtenir 5 pour 100 de la population), socialistes, socialistes ou sympathisants, 1 chef de canton, 1 adjoint, 2 agents de liaison. Le canton s'articule en groupes (50 à 100 par groupe), les groupes en ateliers de 12 militants recrutés par des socialistes éprouvés. Le groupe est dirigé par un chef de groupe, 1 adjoint, 2 agents de liaison. Chaque élément envoie un agent de liaison à l'autorité militaire immédiatement supérieure.

En temps normal, dans les communes du canton, chaque militant se cherche un second qui, lui parti, constituerait le militant de 2<sup>e</sup> échelon éventuellement « levable ».

Équipement, 2 musettes, bidon, une bonne canne au moins, pain et vivres pour 3 jours, 100 francs par militant.

La question de l'Armement est réservée au Comité politique Central.

b) Le département. — Il s'articule en groupements dont chacun comprend autant de cantons qu'il en faut pour réunir 1.000 militants au moins, 2.000 au plus.

Le groupement A comprendra les cantons 1, 2, 3, le groupement B comprendra les cantons 4, 5, 6, 7, etc.

Par groupement, 1 chef, 1 adjoint 6 agents de liaison une auto au moins.

Le département, réunion des groupements issus eux-mêmes des cantons qui ont créés groupes et ateliers est dirigé par un chef de département qui a 2 ou 3 adjoints, 2 agents de liaison par groupement, 8 agents de liaison, au moins 3 autos, 5 camions.

c) Les masses. — Plusieurs départements (nombre fixé par le plan de Concentration) constituent une masse.

La masse est dirigée par un chef de masse qui dispose de 6 adjoints, un agent de liaison venu de chaque département, 15 agents de liaison, 6 autos, 15 camions au moins.

On envisagera la concentration soit d'une seule masse, soit de plusieurs, soit de toutes les masses de la nation. Des essais pacifiques de concentration sont à faire à l'occasion de fêtes et de meetings socialistes. Transports, rassemblements, ravitaillement seront étudiés par le Comité supérieur, organe technique supérieur de la milice rouge, et qui comprendra des envoyés de chacune des masses.

d) Le comité politique central dispose de l'ensemble des masses, en réserve une partie : il est l'organe souverain de l'organisation, sous contrôle du parti. C'est lui qui déclanche la levée, ordonne la concentration, décide l'action, les levées successives, partielles ou générales, suspend les opérations ou licencie les militants.

Il est l'organe qui prépare également les moyens politiques et militaires de passer de la défense antifasciste à l'offensive socialiste et à la construction de l'ordre nouveau, le pouvoir étant conquis.

e) En temps normal, et dès le début de l'organisation de la milice rouge, une caisse centrale est créée, gérée par le Comité politique de chaque département. Elle verse le 1/10 de ses fonds à la caisse nationale gérée par le comité politique central.

f) Plan de concentration. — Un plan de concentration doit être préparé dès le début même de l'organisation et qui puisse avoir, même avant l'organisation complète, à jouer contre toute action fasciste qui avancerait l'établissement de la milice rouge et ses initiatives.

L'auteur du présent projet est prêt à en présenter un au parti socialiste. On comprendra qu'il ne l'adjoigne pas au présent et sommaire canevas. Que le socialisme, organise ouvertement d'abord, la défense de la République, puis la construction d'un régime socialiste consécutive à la prise du pouvoir, ne signifie pas que tout doit se dire ou se publier. Les partis politiques les plus démocratisés ont besoin d'un certain secret, et l'attitude du milieu bourgeois dans lequel évoluera la vie latente de la milice rouge en puissance, décidera le plus souvent de la nature de ce secret.

g) « L'Internationale » est le chant officiel de la milice rouge.

(Voir suite page 3)

# Pour la conquête du pouvoir ; Pour une seule jeunesse révolutionnaire

(Suite de la première page)

Avant-garde des exploités, les ouvriers et leurs partis doivent lier leur lutte à celle des autres couches de la population laborieuse. Ces dernières années, les paysans particulièrement éprouvés par la crise sont entrés violemment dans la lutte politique. Entraînés les jeunes paysans à la conquête de droits égaux à ceux des citadins, repos hebdomadaire, assurances sociales, allocations de chômage, législation du travail. Menons une vaste agitation pour l'expropriation des grands propriétaires, pour la socialisation des trusts d'engrais, des trusts de la meunerie, de la laiterie, etc. Groupons les paysans dans les communes, dans les comités de défense et de contrôle paysans. Ainsi seulement nous en assurons le succès.

Le terme de la lutte pour le pouvoir ne peut être que l'insurrection. C'est tromper et trahir les exploités que de leur faire croire à la possibilité d'une autre issue. Pour réaliser notre perspective, pour mener une lutte victorieuse, il faut adapter les moyens aux buts que nous poursuivons. Dès maintenant, pour répondre aux agressions fascistes contre les organisations ouvrières, créons et développons les organismes de combat de la défense ouvrière. Tous les jeunes physiquement aptes doivent entrer dans les organisations défensives du Parti. Mais ces organisations ne sont pas l'instrument des luttes victorieuses, ils n'en constituent que les cadres. Pour leur assurer l'efficacité, pour éviter l'aveuglement, les Jeunes Socialistes devront lier ces organisations aux masses ouvrières. Ils mèneront une agitation intense pour assurer la sympathie et la participation active des ouvriers et paysans aux milices ouvrières contre le fascisme et les forces de répression. Les Jeunes Socialistes sont résolument opposés aux formations militaires indépendantes des masses et ayant en vue une activité putschiste. Mais, convaincus que l'état bourgeois ne sera renversé que par la violence armée, ils travailleront infatigablement, en engageant dès maintenant une campagne pour l'armement du peuple, en organisant immédiatement la milice ouvrière.

## V. — QU'EST-CE QUE LE FRONT POPULAIRE ?

Il faut rassembler les masses. Mais est-ce sur le terrain de « l'action démocratique » et légale ? Actuellement, mais pour les orienter dans les voies d'une action extra-parlementaire, violente, dans la rue, sur les lieux du travail pour briser les reines au fascisme et conquérir révolutionnairement le pouvoir. Le « Front populaire » est-il cette armée prolétarienne qui monte à l'assaut de la société capitaliste ? Non, c'est la foule « démocratique » qui lutte pour maintenir un régime bourgeois décomposé. Ce « Front » canalise la combativité des masses vers les succès électoraux (les socialistes italiens et allemands en avaient de plus considérables encore, peu avant l'avènement d'Hitler et de Mussolini). Borné aux perspectives les plus immédiates, il se révèle incapable de les satisfaire. Il enferme les masses dans les cadres du régime qu'il prétend en paroles renverser. Il réhabilite aux yeux des ouvriers et des paysans les partis impuissants de la bourgeoisie de gauche. Il s'est révélé incapable de faire reculer sur aucun point l'offensive réactionnaire. Il n'a pu empêcher ni l'abaissement des traitements et salaires, ni la répression des manifestations ouvrières, ni la militarisation du pays et les crédits militaires, ni l'armement croissant des bandes fascistes, dont il annonce tous les jours le recul. Il oriente les masses vers un gouvernement « de toutes les gauches », sans perspectives, incapable d'assurer même les revendications immédiates des exploités ; qui discréditera au profit de la démagogie fasciste, ses soutiens, les partis ouvriers, et tournera finalement les forces du régime contre le mécontentement des masses. Pourquoi, les dirigeants du Front Populaire veulent-ils d'un tel gouvernement ? Les radicaux et autres néos parce que, faisant triompher leur propre conception, il leur permet de mener leur travail d'agent de la bourgeoisie. Les réformistes de la II<sup>e</sup> Internationale parce qu'ils ont toujours limité leur lutte démocratique légale aux cadres du régime bourgeois. Les social-patriotes de la III<sup>e</sup> Internationale dans l'espoir insensé qu'il assurera le maintien et l'application du pacte franco-russe. Ayant perdu toute confiance dans le prolétariat, ayant complètement abandonné la poursuite de la révolution mondiale, ces traîtres ne comptent plus que sur les impérialistes du traité de Versailles « pour la défense de l'U.R.S.S. » qui ne représente pour eux que les privilèges de la bureaucratie stalinienne. Le Front populaire ne constitue donc aucunement une arme pour le renversement de la bourgeoisie. Incapable de repousser, à l'intérieur, l'offensive de la réaction, il constitue l'instrument de manœuvre dont la bourgeoisie se servira pour imposer aux prolétaires l'Union Sacrée avec leurs exploités dans la guerre qui vient, sous prétexte de défendre la démocratie et l'Union soviétique.

## VI. — LA LUTTE CONTRE LA GUERRE.

Etranglées par des contradictions insurmontables, les bourgeoisies nationales n'en peuvent sortir que par une solution de force, par la guerre. Elles le savent et s'y préparent fiévreusement. Chaque impérialisme dépeuple ses armements et se cherche des complices. L'Europe est aujourd'hui couverte d'un réseau d'alliances militaires, officielles ou secrètes.

La bourgeoisie française, principale profiteuse des rapines de Versailles menacées, est à l'avant-garde de la course aux armements : accroissement inouï du budget de la guerre, service de deux ans, rabiol, enrôlement forcé dans une armée de métier par la circulaire 3084. Elle organise la militarisation du pays et prépare la dictature militaire ; lois sur la défense passive, renforcement des lois scélérates, lois contre l'espionnage. Aujourd'hui, les soi-disant conférences du désarmement sont un objet de moquerie même pour les bourgeois qui les organisent pour tromper les masses. Demain, devant l'événement décisif, deux camps partageront le monde : celui des partisans et celui des adversaires de la dé-

fense nationale. Les uns, quoi qu'ils en disent, aideront dans les faits leur bourgeoisie à renforcer son exploitation intérieure et à triompher de son ennemi extérieur. Les autres lutteront en tous temps et par tous les moyens, même par le défilisme révolutionnaire, pour le renversement de leur bourgeoisie nationale.

La jeunesse socialiste doit prendre position et demander à tous les militants ouvriers : de quel côté de la barricade serez-vous ?

Serez-vous derrière Staline, approuvant la bourgeoisie française de maintenir ses armements au niveau de sa sécurité, abandonnant délibérément le prolétariat français à ses pires exploités, parce que notre gouvernement bourgeois est allié à l'U.R.S.S. ?

Serez-vous avec la majorité de la II<sup>e</sup> Internationale et de l'Internationale Socialiste des Jeunes, qui est partisane de la défense nationale et qui s'en vante ?

Nous, jeunes socialistes, protestons énergiquement contre l'attitude des dirigeants du Parti, qui rejettent au Congrès souverain de discuter le problème de la défense nationale, mais qui, comme Blum appellent à l'union sacrée contre l'Allemagne hitlérienne, qui, comme Zyromski approuvent la déclaration de Staline, mais inter-

disent aux jeunes socialistes de se prononcer publiquement contre la défense nationale et l'Union sacrée.

Devant la coalition des réformistes de toutes nuances, qui s'apprennent à renouveau la trahison de 1914, nous, jeunes socialistes, affirmons notre résolution de nous y opposer de toutes nos forces. C'est de notre vie qu'il s'agit : nous avons le droit de parler. En aucun cas, en guerre comme en paix, les prolétaires ne participeront à la défense du régime bourgeois.

Ni au nom de la patrie menacée, parce que les prolétaires n'ayant pas de patrie, ils s'opposent à une guerre, dont la conduite et les buts sont au profit unique de leur bourgeoisie exploitée.

Ni au nom de la démocratie, que remplace, en temps de guerre, la dictature militaire, qu'une victoire ou une défaite affaiblissent et anéantissent presque sûrement, qui n'hésite pas à s'allier aux Etats fascistes (Italie, Yougoslavie) parce qu'au-dessus de la forme démocratique, il y a la solidarité matérielle des intérêts capitalistes ; en temps de guerre, les prolétaires lutteront pour le maintien des libertés arrachées au régime (contre la censure et la répression pour les droits syndicaux, de réunion, de presse, etc.).

Ni au nom de la défense de l'U.R.S.S.,

## NOTRE MOTION

Les jeunes du groupe bolchevik-léniniste présentent à tous les jeunes socialistes la présente motion. Elle nous paraît répondre dans l'essentiel de ses points aux nécessités de la situation actuelle et à l'indispensable redressement du prolétariat, condition d'une lutte victorieuse. Mais elle ne constitue pas la base principielle de notre tendance. Nous demandons donc à tous les camarades, d'accord avec nous, de signer la présente motion et de nous faire connaître leur acceptation.

### I

Pour défendre sa domination ébranlée par la crise de tout le système et dans l'incapacité de la maintenir par une démocratie parlementaire de pantins impuissants et de stakhrates, le capitalisme poussant n'a d'autre moyen que d'écraser les masses laborieuses dans l'état de fer du fascisme, pour les précipiter ensuite dans un nouveau carnage mondial.

Les jeunes constituent la couche la plus exploitée des masses travailleuses : 6 millions de jeunes chômeurs. Le fascisme n'est capable que de les encafermer dans les camps de travail forcé. L'armée bourgeoise et la guerre en font leur principale victime.

Aujourd'hui, on ne peut sortir de la crise, empêcher la guerre, barrer la route au fascisme que par le renversement violent du régime capitaliste. Les jeunes socialistes sont à la pointe du combat pour la révolution socialiste.

### II

Les Jeunesses Socialistes luttent pour les revendications immédiates des jeunes travailleurs : à travail égal salaire égal, prolongation de la scolarité et apprentissage aux frais de la collectivité, contrat collectif, allocation de chômage, droits politiques (vote à 18 ans, vote pour les soldats), etc. Mais, conscient que, dans sa phase agressive de décomposition, le capitalisme ne peut faire de concessions, même partielles que s'il est menacé de tout perdre, les Jeunesses Socialistes lient la lutte pour les revendications partielles à la lutte pour le pouvoir, en vue d'expropriation des capitalistes des banques et des industries-clés et de les mettre au service de la collectivité par le contrôle ouvrier et la socialisation.

Deux voies s'ouvrent à la classe ouvrière : la première c'est la politique du front populaire : revendications partielles dans le cadre du capitalisme, illusions électorales, lamentations au B.I.T., résurrection du « Cartel des gauches » avec les partis bourgeois (radicaux et autres néos), politique de palabres et d'impuissance. Les Jeunesses Socialistes lui opposent le rassemblement des masses sur les positions de la lutte de classes, l'alliance du prolétariat avec les paysans pauvres et les couches spoliées du peuple, sur la base des solutions socialistes.

La seule voie vers le pouvoir, c'est la voie révolutionnaire, c'est-à-dire la préparation à la grève générale et à l'insurrection armée.

Toute tentative de constituer un gouvernement intermédiaire entre la bourgeoisie et la classe ouvrière constitue une trahison dont la conséquence ne peut être que d'apporter de l'eau au moulin fasciste. Les Jeunesses Socialistes luttent pour un gouvernement ouvrier et paysan appuyé sur les communes ouvrières et paysannes, les conseils d'entreprises et de soldats.

### III

Le fascisme organise systématiquement ses bandes armées pour la destruction des organisations prolétariennes. Il est, en cela, soutenu par les gouvernements bourgeois, dont ils constituent le principal appui. Pleurer auprès de ce gouvernement pour la dissolution et le désarmement des ligues fascistes, c'est répandre dans le prolétariat des illusions absurdes et criminelles. A la violence de classe systématiquement organisée par les fascistes, on ne peut répondre victorieusement que par les milices ouvrières armées, seules capables de défendre les libertés ouvrières.

L'organisation des milices ne signifie nullement la lutte de groupes détachés de la masse, mais au contraire, l'entraînement méthodique de la masse par une avant-garde disciplinée. Les milices ouvrières constituent le seul moyen d'éviter les sanglantes explosions spontanées et le putschisme, le seul moyen d'entraîner dans la lutte nos frères des casernes, le seul moyen de dissoudre les ligues armées.

### IV

Le monde bourgeois se prépare fébrilement à la guerre. Les alliances militaires se nouent hâtivement, la course aux armements s'accélère, montrant la faillite des illusions pacifistes ; dans cette course aux armements, l'impérialisme qui tend les rapines au Traité de Versailles est parmi les plus acharnés (2 ans, rabiol, circulaire 3084, nouvelles lois scélérates). Demain le monde sera partagé en deux camps irréductibles : les partisans de la défense nationale et les révolutionnaires. Les Jeunesses Socialistes déclarent, dès maintenant, la guerre à ceux qui veulent l'union sacrée des ouvriers avec leurs égoïstes. Pour nous, une seule union sacrée : celle des ouvriers du monde entier contre leur bourgeoisie. Avec la bourgeoisie nous ne marcherons pas !

Ni au nom d'une patrie soi-disant menacée qui, au reste, n'est pas la nôtre ;

Ni au nom de la défense de la démocratie (avec l'Italie et la Yougoslavie) ;

Ni au nom de la défense de l'U.R.S.S. Les Jeunesses Socialistes condamnent les déclarations de Staline approuvant les mesures militaires de l'impérialisme français. Contrairement au chef de l'U.C.J., Tchekdanov, qui dit aux Jeunesses Socialistes : « Si vous faites votre révolution en cas de guerre avec l'U.R.S.S., vous êtes des traîtres », les Jeunesses Socialistes proclament que, seule, la révolution mondiale, malgré les traités de la deuxième et de la troisième Internationale, permettra de défendre ce qui reste des conquêtes de la Révolution d'octobre. Les Jeunesses Socialistes restent fidèles au défilisme de Lénine et de Karl Liebknecht (« L'ennemi est dans notre propre pays. ») Si le prolétariat n'a pu faire la révolution avant la guerre, son devoir sera de préparer la transformation de cette guerre de rapines impérialiste en guerre civile victorieuse.

Dès maintenant, le devoir des Jeunesses Socialistes est d'organiser la liaison avec les casernes, afin que chaque jeune travailleur soldat utilise ses armes non contre ses frères, les ouvriers, mais contre ses propres bourgeois.

### V

Notre opposition irréductible au réformisme et à l'union sacrée, ne nous empêche pas de lutter pour la justice avec la jeunesse communiste : les jeunes ouvriers communistes sont nos frères. Avec eux, coude à coude dans l'action, disant tout franchement avec toutes les garanties de discipline et de discipline, nous bâtirons l'avant-garde révolutionnaire.

Pour cela, il faut, dès maintenant, que le Parti octroie les droits politiques de décision, de propagande et d'action, qui requiert la rapidité de l'évolution politique actuelle et les nécessités d'une action audacieuse parmi les jeunes travailleurs.

### VI

Pour guider le prolétariat vers la révolution mondiale, il faut une internationale révolutionnaire. Cette internationale n'existe plus ; l'U.S.J. est en pleine décomposition ; la plupart de ses sections ont suivi leurs partis dans la collaboration de classe et le social-patriotisme. L'U.C.J. sombre dans l'union sacrée. Les Jeunesses Socialistes françaises entendent lutter aux côtés de leurs camarades belges, espagnols, suisses, des minorités révolutionnaires des Jeunesses Socialistes et des organisations de jeunes révolutionnaires indépendantes pour une internationale des jeunes sur la base du marxisme révolutionnaire. Par delà la II<sup>e</sup> Internationale des social-patriotes, par delà la III<sup>e</sup> Internationale d'Union sacrée, les Jeunesses Socialistes appellent tous les militants révolutionnaires à œuvrer pour la création d'une nouvelle internationale — la IV<sup>e</sup> — dans la voie de la révolution victorieuse, ouverte par Marx et Engels, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, Lénine et Trotsky.

Signataires : G.N.M. Bresler ; — Seine-Roussel (C.E.), Rigal (C.E.), Hic (C.E.), Brodeau (C.E.), Théo (C.E.), Makhharovsky (C.E.) ; — Seine-et-Oise : Max (C.F.M.), Maria (C.F.M.), Francoinet (C.F.M.), Coeylas (C.F.M.), secrét. sect. Sud, Marneau (C.F.M.), secr. sect. Est, Craipeau (secr. sect. Ouest) ; — Loiret : Dolon (C.E.), Boy (secr. sect. d'Orléans) ; — Var : R. Cambier (Toulon) ; — Puy-de-Dôme : Jean-Jacques (C.F.M.) ; — Finistère : Alain Béhel (secr. fédéral) ; — Cher : Sellier (secrétaire Bourges) ; — Nord : Moreau ; — Maroc : Amoyel ; — Indre-et-Loire : William (Tours).

parce qu'on ne peut défendre les conquêtes de la révolution d'octobre qu'en faisant progresser la révolution mondiale, c'est-à-dire, pour nous, en luttant sans merci contre notre propre impérialisme.

Nous, jeunes socialistes, ne connaissons qu'une seule Union Sacrée : celle des travailleurs de tous les pays contre la bourgeoisie internationale. La lutte pour la suppression des frontières créera l'union de tous les travailleurs, seule base à la paix du monde. Lutter pour la paix, c'est lutter pour la dictature du prolétariat. La lutte contre la guerre se confond avec la lutte contre le capitalisme. On n'attend pas la guerre pour faire la révolution ; mais la guerre loin de suspendre la lutte de classes, l'exaspère considérablement.

C'est pourquoi, nous, jeunes socialistes, à la suite du marxisme révolutionnaire de Lénine, proclamons : en cas de guerre, nous travaillerons infatigablement à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, nous mettrons tout en œuvre pour affaiblir notre impérialisme et précipiter son renversement.

Dès maintenant, luttons en ce sens pour conquérir le prolétariat des usines, particulièrement les ouvrières qui, demain, remplaceront leurs camarades à la machine, pour convaincre les ouvriers et paysans sous l'uniforme de leur solidarité prolétarienne, en soutenant la lutte qu'ils mènent pour leurs revendications politiques et économiques. Ainsi, nous mènerons les soldats aux ouvriers révolutionnaires, détruirons la machine de l'armée bourgeoise et construirons l'armée rouge du prolétariat vainqueur.

## VII. — POUR UNE SEULE JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE.

La lutte contre le fascisme et la guerre exige plus que jamais l'union étroite de tous les prolétaires. Les masses exploitées, animées d'un profond sentiment unitaire, veulent l'unité des organisations ouvrières du pays. L'avant-garde marxiste leur donne conscience que l'unité révolutionnaire du prolétariat ne peut se faire et ne se fera que sur les bases du marxisme révolutionnaire, éprouvées par toutes les expériences historiques de la guerre et de l'après-guerre. Mais la marche au rassemblement ouvrier autour de cette base empruntera des voies concrètes complexes, que nous ne pouvons toutes déterminer. Dans le regroupement révolutionnaire qui s'opère actuellement apparaît comme perspective proche, la réalisation de l'unité organique entre les grandes organisations ouvrières et leurs Jeunesses. Il dépend de la volonté et de l'action des éléments révolutionnaires que ce stade constitue une étape décisive vers le nouveau parti révolutionnaire.

Malgré les déclarations des chefs de l'Internationale et du Parti communiste français, les Jeunesses Socialistes continuent de penser que leurs camarades, jeunes communistes, que les jeunes qui les suivent en grand nombre, à lutter contre la guerre et les deux ans. C'est sur cette base de la lutte quotidienne contre la bourgeoisie et son état-major que l'unité des jeunes, communistes et socialistes, peut se faire. C'est pourquoi, nous, Jeunes Socialistes, affirmons que maintenant plus que jamais nous sommes résolus à créer une seule jeunesse révolutionnaire de lutte. Seule serait une unité de défaite et de trahison, celle qui se réaliserait, suivant les déclarations de Blum au Congrès de Mulhouse, contre les tendances révolutionnaires et à leur exclusion, sur la base d'une collaboration à la défense nationale. L'unité ne sera féconde et progressive que si elle est précédée d'une libre et large discussion à la base, dans des réunions communes, sur les problèmes que pose la crise actuelle. Au cours de cette discussion, comme dans l'organisation unique qui en sortira, chaque tendance devra être libre de se constituer, de développer sa plateforme, de chercher à triompher au sein de l'organisation. Seule, cette voie nous permettra de retrouver les bases doctrinales et pratiques de la nouvelle jeunesse révolutionnaire qui fera disparaître le besoin de fractions et organisera les relations dans le parti sur le principe du centralisme démocratique. Les jeunes socialistes travailleront donc à la formation d'une seule jeunesse révolutionnaire, sans en exclure aucune tendance, avec l'assurance d'un libre développement pour chacune d'elles au sein de la plus large démocratie intérieure, justement réglée par la discipline dans l'action. Dès maintenant, les Jeunesses, pour aborder ces tâches, ont besoin que le Parti leur octroie les droits politiques de décision de propagande et d'action.

## VIII. — VERS LA NOUVELLE INTERNATIONALE.

Les leçons des victoires et des défaites de la guerre et de l'après-guerre, les exigences de la lutte contre la guerre qui vient et contre la menace de voir l'Europe submergée par la vague du fascisme ont amené dans le monde de profonds regroupements révolutionnaires, une ardente recherche de l'unité prolétarienne dans des partis marxistes révolutionnaires, seuls instruments de la victoire. Déjà se constituent de nouveaux partis marxistes révolutionnaires (Etats-Unis, Hollande), qui cherchent à unir leurs efforts dans une lutte commune et travaillent dans ce but, suivant le principe actif de l'internationalisme, à créer de nouveaux liens internationaux révolutionnaires. Par delà la II<sup>e</sup> Internationale faillie en 1914, par delà la III<sup>e</sup> Internationale à ses buts de lutte contre la guerre et la révolution mondiale, tombée avec les déclarations de Staline dans les marais du social-patriotisme, les Jeunesses socialistes appellent tous les militants révolutionnaires à œuvrer pour la création d'une IV<sup>e</sup> Internationale qui, forte des leçons de la révolution d'octobre et des défaites d'après-guerre arrachera les partis ouvriers du monde aux innombrables nuances du réformisme, de l'opportunistisme, du social-patriotisme et les replacera dans la voie de la révolution victorieuse ouverte par Marx et Engels, Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, Lénine et Trotsky.

## Vie du Parti

### A la C.A.P.

La grande lutte contre le secrétariat qui fut l'enjeu du congrès et le prétexte de tous les compromis de la gauche de la B.S. a eu un triste épilogue. Le seul argument sérieux invoqué par Pivert à l'appui de la motion qu'il n'approuvait ni sur la question de guerre, ni sur le vague, ni sur l'auto-défense, était qu'il fallait battre le secrétariat. Or, toute la B.S. moins Pivert, a renouvelé sa confiance au secrétariat. On sait, en effet, que trois voix seulement, après une déclaration politique d'opposition du délégué bolchevik-léniniste se sont comptés contre le secrétariat.

Les séances de la C.A.P. furent, en outre, consacrées au « Front populaire », que tout le monde, de la droite à Pivert, a approuvé. Le délégué bolchevik-léniniste a manifesté l'opposition de notre tendance à cette capitulation devant l'alliance avec les radicaux, la liste de revendications partielles, le mot d'ordre de dissolution des ligues fascistes et a proposé que le Parti engage la lutte pour le pouvoir sur la base du programme d'action socialiste (manifeste de la C.A.P. de janvier 1935) et prenne au mot les phrases stalinistes sur la défense populaire pour entrer dans l'organisation pratique de l'auto-défense.

Il s'est opposé au manifeste patriotard du 14 juillet, pour la raison qu'il n'était même pas dans la tradition réelle du 14 juillet qui a montré que la bourgeoisie, classe ascendante savait utiliser la violence de classe contre la Bastille, tandis qu'aujourd'hui, le « Front populaire » n'oppose à la Bastille capitaliste et fasciste que des serments et du théâtre.

### LA FEDERATION DU RHONE EST CONTRE L'ORIENTATION OPPORTUNISTE DU FRONT POPULAIRE

Dans l'*Avenir Socialiste* du 23 juin, le camarade Raynard se prononce contre l'orientation de collaboration de classe donnée au Front populaire par les stalinistes. Il n'admet pas d'alliance avec les chefs radicaux « qui ont trahi le prolétariat ». Ainsi, dans les meilleures Fédérations, la résistance doit s'organiser contre l'embourgeoisement dans la collaboration de classe et pour le rassemblement des masses sur les positions de la lutte de classes.

### QU'ATTEND LE « POPULAIRE » POUR PUBLIER LES MOTIONS DES MINORITES ?

Blum n'hésite pas à condamner dans le leader les positions de notre tendance. Dans le même temps, le « Populaire », malgré ses promesses, n'a pas encore publié les motions des minorités.

Nous protestons contre cette conception singulière de la démocratie dans le parti.

Les réformistes ont toujours le mot de démocratie à la bouche, mais sitôt que la politique révolutionnaire les menace, ils n'hésitent pas à fouler aux pieds la démocratie et à utiliser les procédés de répression bureaucratique.

### Recueillez des adhésions au comité unique contre l'union sacrée

(Suite de la page 2)

« Pour assurer aux peuples le pain, la paix, la liberté, il n'y a d'autre moyen que la révolution prolétarienne, à organiser contre les capitalistes de tous les pays. »

« Agissons avant la guerre pour abattre le régime capitaliste. Si la catastrophe nous devance, qu'elle soit le signal de la révolution universelle, où tous les travailleurs se tourneront d'abord contre leur ennemi commun, l'impérialisme, à l'intérieur de chaque pays. »

« Au moment où, selon la géniale prophétie d'Engels, le monde est obligé de choisir entre la réalisation du socialisme ou la chute dans la barbarie, au moment où les intérêts généraux historiques du prolétariat deviennent les nécessités vitales de toute la société humaine, les révolutionnaires d'aujourd'hui ont le devoir de se rassembler et d'entreprendre en commun l'action salvatrice. »

« C'est pourquoi nous, soussignés, militants des différents partis, organisations, groupes et tendances du prolétariat, invitons nos camarades à s'unir en une conférence nationale, préface d'une conférence internationale capable de coordonner les efforts du prolétariat contre la guerre et pour la révolution mondiale : »

« Action Léniniste (Boyer, Renault) ; Groupe Bolchevik-Léniniste ; Fédération unitaire de l'Enseignement (L. et G. Boulet, Collinet, Gilbert, Perret) ; La Construction Sociale (Victor) ; L'Internationale (Union Communiste) ; La Lutte de Classes (Limbour) ; La Lutte Finale (Treint, Tessier) ; Nouvel Age (Valois, Weber). »

# Lettre de Nathalia Trotsky

Suite de la deuxième page

était un hôte fréquent dans l'intimité de nos garçons. La Guépéou et les autorités universitaires l'observaient avec une double attention, d'abord ils l'observaient en tant qu'étudiant, ensuite en tant que jeune professeur. On ne l'a pas arrêté pour une activité oppositionnelle quelconque (qui n'existait pas et en raison de toutes les circonstances ne pouvait pas exister) ; mais exclusivement comme fils de Léon Trotsky, dans les buts d'une vengeance héréditaire. C'est la seule explication possible.

Tous les camarades se rappellent de la tentative de la Guépéou de mêler dans l'affaire de l'assassinat de Kirov le nom de Léon Trotsky : le consul letton qui donnait l'argent pour l'acte terroriste, proposait en même temps aux terroristes de transmettre à Trotsky une lettre de leur part. Toute cette préméditation a cependant avorté et n'a fait que compromettre les organisateurs du procès. Mais c'est précisément pour cette raison que nous disions plus d'une fois en famille : « Ils ne s'arrêteront pas là ; ils devront mettre debout une nouvelle affaire quelconque pour couvrir l'échec de l'amalgame avec le consul. » Trotsky exprimait aussi la même pensée dans ses articles du Bulletin russe. Nous ignorions seulement quel moyen la Guépéou allait choisir cette fois. Mais maintenant il ne peut y exister même l'ombre d'un doute : en arrêtant Serge qui est entièrement hors de cause et en le gardant en prison pendant une série de mois, Staline poursuit manifestement le but de construire un nouvel amalgame. Pour cela, il doit arracher à Serge quelque déposition utile à cette fin ou au moins une « répudiation » du père. Je ne veux pas parler des moyens à l'aide desquels Staline obtient les dépositions qu'il lui faut. A ce sujet, je n'ai aucune connaissance. Mais toutes les circonstances parlent d'elles-mêmes...

Vérifier ce que je viens de dire dans cette lettre serait très simple : il suffirait, par exemple, de créer une Commission internationale composée d'hommes d'autorité et consciencieux, évidemment d'amis éprouvés de l'U.R.S.S. Une telle Commission devrait examiner tous les faits de répression liés à l'assassinat de Kirov ; chemin faisant, elle jettera aussi la lumière nécessaire sur l'affaire de notre fils Serge. Dans une telle proposition, il n'y a rien d'exceptionnel ou d'inacceptable. Quant, en 1922 eut lieu le procès des socialistes-révolutionnaires qui avaient organisé des attentats contre Lénine et Trotsky, le Comité Central, sous la direction de Lénine et de Trotsky donna le droit à Lénine et Trotsky de donner le droit à Vandervelde, à Kurt Rosenfeld et à d'autres adversaires du gouvernement soviétique d'assister aux séances du procès en tant que défenseurs des terroristes accusés. Cela a été fait précisément pour dissiper les moindres doutes qu'il pouvait y avoir dans l'opinion publique du prolétariat international concernant le bien fondé du procès. Romain Rolland, André Gide, Bernard Shaw et d'autres amis de l'Union Soviétique ne pourraient-ils pas prendre sur eux l'initiative de créer une telle Commission, d'accord avec le gouvernement soviétique ? Ce serait le meilleur moyen de vérifier les accusations et les suspicions largement répandues dans les masses ouvrières. La bureaucratie soviétique ne peut pas s'élever au-dessus de l'opinion publique de la classe ouvrière mondiale. Quant aux intérêts de l'Etat ouvrier, à la suite d'une vérification sérieuse de ses actes, ils ne pourraient qu'y gagner. A la disposition d'une telle Commission pourvue d'autorité, je mettrais en particulier tous les renseignements et documents nécessaires concernant mon fils.

Cette lettre est, par conséquent, adressée directement aux organisations ouvrières et aux amis de l'U.R.S.S. des autres pays ; évidemment, non pas aux avocats intéressés de la bureaucratie soviétique, mais aux amis honnêtes et indépendants de la Révolution d'octobre. Si, après de longues hésitations, je soulève ouvertement la question de Serge, ce n'est pas seulement parce qu'il est mon fils : cet argument serait suffisant pour la mère, mais insuffisant pour susciter une initiative politique. Mais l'affaire de Serge représente un cas clair, simple, qu'on ne peut pas contester, d'un arbitraire conscient et criminel, un cas très facilement contrôlable : le sommet bureaucratie opprime et traque un travailleur soviétique absolument loyal, innocent, hautement qualifié, uniquement pour satisfaire le vil instinct de vengeance, sans la moindre justification politique, car il est

# Pour le gouvernement Ouvrier et Paysan !

(Suite de la 1<sup>re</sup> page.)

Répetons au moins pour Pivert cette vérité marxiste élémentaire : « Les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire... A l'époque du capitalisme pourrissant, les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers quelque chose que s'ils sont menacés du danger de perdre tout. Même les concessions les plus grandes dont est capable le capitalisme contemporain ne pourront être obtenues que par une offensive révolutionnaire pour le pouvoir et resteront au surplus absolument insignifiants en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être aujourd'hui de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation des moyens de production. »

Pour Lénine, le mot d'ordre du pain signifiait l'expropriation des propriétaires fonciers ; celui de la paix, la mobilisation révolutionnaire des soldats contre le régime bourgeois, l'organisation de la fraternisation ; le mot d'ordre de la liberté, la conquête insurrectionnelle du pouvoir.

Maintenant, pour les stalinistes et leurs alliés, « la liberté » signifie le bellement pacifiste pour demander à Laval de dissoudre les bandes armées sur lesquelles il se tient ; la paix signifie l'alliance avec la bourgeoisie et la poudre aux yeux des pactes ; le « pain », un simple souhait, car le « Front populaire » a été incapable de réaliser, en plusieurs mois une seule de ses revendications partielles, pour la raison que celles-ci ne sont pas réalisables sans une grande offensive révolutionnaire.

Au « programme minimum » du Front populaire, nous opposons le programme marxiste de transition (socialisations, contrôle, revendications). Au sein des rassemblements du Front populaire chaque révolutionnaire doit le déployer hardiment. Son attitude doit être celle que nous définissons dans les termes suivants (Vérité, N° spécial : « Encore une fois où va la France ? ») :

« En expliquant chaque jour aux masses que le capitalisme pourrissant est absolument évident que les coups physiques donnés au fils ne peuvent avoir la moindre influence sur l'orientation de l'activité politique du père, activité avec laquelle Serge n'a jamais eu le moindre rapport. C'est pourquoi je me permets de penser que l'affaire de mon fils mérite l'attention publique. En tout cas, celui qui veut agir, doit agir immédiatement, car à la faveur du silence et de l'impunité les actions vengeresses de Staline peuvent rapidement devenir irréparables. »

1<sup>er</sup> juin 1935, France.  
NATHALIA-IVANOVNA TROTSKY.

N.D.L.R. — Le Populaire a refusé de publier cette lettre. Le motif invoqué par Rosenfeld a été l'attitude des « Trotskyistes » au Congrès de Mulhouse. L'attitude des B.L. a été nette et purement politique. La demande de publication de la lettre de Nathalia Trotsky n'a rien à voir avec les déclarations des B.L. sur la politique d'union sacrée stalinienne-réformiste et sur la nécessité des milices ouvrières.

C'est ce que le camarade Rous avait tenu à faire savoir par écrit d'une façon nette mais courtoise au rédacteur en chef du Populaire, en lui demandant de revenir sur sa décision et de publier la lettre.

Aujourd'hui, la demande de notre camarade n'ayant reçu aucune réponse, nous n'hésitons plus à rendre public ce fait qui prouve que ceux qui passent leur temps à invoquer « la grande amitié », formulent ainsi de simples phrases pour éviter les critiques justes, mais sont totalement dépourvus de la moindre solidarité prolétarienne dans les actes.

Pour nous, qui restons sans cesse fidèles à la règle marxiste, exprimer ce qui est et critiquer nettement, dans l'intérêt de la classe ouvrière, toutes les déviations et toutes les trahisons, nous avons une autre conception de la solidarité : nous la situons non dans les phrases (pour servir de bouclier contre la politique révolutionnaire) mais dans les actes. Nous demandons aux militants des sections de protester avec nous contre l'attitude du Populaire.

sant ne laisse pas de place non seulement pour l'amélioration de leur situation, mais même pour le maintien du niveau de misère habituel, en posant ouvertement devant les masses la tâche de la révolution socialiste comme la tâche immédiate de nos jours, en mobilisant les ouvriers pour la prise du pouvoir, en défendant les organisations ouvrières au moyen de la milice, — les socialistes ne perdent plus, en même temps une seule occasion pour arracher chemin faisant, à l'ennemi, telle ou telle concession partielle, ou, au moins, pour l'empêcher d'abaisser encore plus le niveau de vie des ouvriers. »

**Le gouvernement de Front populaire c'est un gouvernement de collaboration de classes**

Pivert lui-même expose qu'il est pour un gouvernement de « Front populaire ». De Thorez à Evrard, par Blum-Auriol, le gouvernement de Front populaire, — défini par les stalinistes : « gouvernement de gauche mettant en œuvre le programme (?) du Front populaire » ne donnerait rien ni aux ouvriers ni aux masses peïtes bourgeoises, car, à cause de son programme partiel, et de ses alliés bourgeois (radicaux), il ne pourrait attenter aux fondements de la propriété privée. Sans expropriation des banques, des grandes entreprises commerciales, des industries-clés, des transports, sans monopole du commerce extérieur, sans une série d'autres mesures profondes, il est totalement impossible au stade actuel de venir en aide au paysan, à l'artisan, au petit commerçant.

Le gouvernement Daladier-Cot-Blum-Auriol, soutenu par Thorez-Cachin, provoquerait donc une tempête de révolte dans la petite bourgeoisie et la pousserait définitivement dans les bras des fascistes. Pivert et d'autres bons esprits cherchent un Kerenski et croient l'avoir trouvé dans le gouvernement du Front populaire. Cette interprétation mécanique et naïve de l'histoire passe sous silence cette vérité formidable : ce qui fit la force des bolcheviks, ce ne fut pas de découvrir et de « soutenir » (!) Kerenski pour lequel ils n'ont d'ailleurs jamais pris une once de responsabilité, mais, au contraire, tout en combattant impitoyablement les conciliateurs et les chercheurs de troisième voie, ce fut de mener la lutte la plus acharnée par l'insurrection armée.

Le mot d'ordre du gouvernement de Front populaire est le mot d'ordre de la trahison conciliatrice et menchevik.

Le projet de programme de la C. A. P., adopté à l'unanimité (janvier 1935) se terminait ainsi :

« Tout le pouvoir aux travailleurs. Par la destruction de l'armature de classe de l'Etat bourgeois et pour l'instauration d'une véritable démocratie ouvrière et paysanne. »

Aujourd'hui, les dirigeants socialistes se prononcent pour le gouvernement de Front populaire, fidèle expression de la délégation des gauches au Parlement. A ce mot d'ordre, nous opposons celui du gouvernement ouvrier et paysan, du pouvoir conquis de haute lutte par la lutte armée des masses.

## Conclusion

Les socialistes et leurs alliés réformistes ont effectué le rassemblement des masses en dehors de la lutte de classes, sur une base parlementaire en vue du maintien du statu quo. C'est la voie qui prépare une nouvelle explosion fasciste et la défaite prolétarienne. Il faut orienter le rassemblement des masses dans la voie de l'action extraparlamentaire contre le régime, comprendre cette

Le Gérant : Maria CRAIPEAU

Imp. du Commerce et des Postes  
12, Rue Notre-Dame-de-Nazareth  
PARIS

## 100 J.G.S. à Orléans

Châteaudun, 2 juillet. — Profitant d'une manifestation organisée par Amsterdam-Pleyel, sous le signe du Front populaire élargi (sic), les Jeunesses Socialistes d'Orléans avaient décidé, pour appuyer leur mot d'ordre, d'organiser à côté de ce rassemblement un défilé de J.G.S.

N'étant pas assez nombreux, ils firent appel aux camarades J.G.S. de Paris. Et 1 y eut plus de 100 J.G.S. défilant avec discipline, dans une tenue irréprochable, au milieu de la foule qui se pressait sur les trottoirs leurs mots d'ordres : *Milice du peuple, Gouvernement ouvrier et Paysan, Défense de l'U.R.S.S. par la révolution*, etc.

Partout, les applaudissements venaient encourager nos camarades et l'on voyait que la foule ouvrière suivait avec intérêt cette future armée du prolétariat qui, demain, balayera le fascisme oppresseur et instaurera la dictature du prolétariat pour édifier le socialisme.

De nombreux camarades qui, autrefois, étaient acharnés à combattre nos mots d'ordres, viennent vers nous, délaissant ce fameux Front populaire.

Il est regrettable que les responsables d'Amsterdam-Pleyel aient refusé à un J.G.S. de tirer à la suite de cette démonstration les leçons qu'elle comportait. C'est pour cela que les J.G.S. d'Orléans organisent un meeting pour appeler les jeunes travailleurs à venir renforcer notre organisation.

DOLLON.

P.S. — Les Jeunesses Socialistes d'Orléans remercie les J.G.S. de Paris du précieux concours qu'ils ont apporté à leurs camarades.

## NOTE DE L'ADMINISTRATION

**NOUS SOMMES CONTRAINTS DE REPRENDRE LA PARUTION BI-MENSUELLE.**

**MAIS NOUS PREPARONS POUR OCTOBRE, LA REPARUTION HEBDOMADAIRE DE « LA VERITE ».**

**DES MAINTENANT, CAMARADES, POUR « LA VERITE », COLLECTEZ LES SOUSCRIPTIONS !**

## Note de la Rédaction

Pour laisser le plus de place possible aux questions d'actualités, nous écourtions la fin de notre compte rendu du Congrès. Nous publierons sous peu le compte rendu sténographique des interventions de nos délégués en une courte brochure populaire.

**VIN 140**

excellent, de la propriété, expédié dans de beaux fûts neufs restant votre propriété. Port, réglé tout compris. L'hecto...  
DEJARDIN, viticulteur à Aigues-Vives (Gard). Toutes garanties sont données aux acheteurs. Sur demande, facilités de paiement aux abonnés de « La Vérité ».

## CONVOICATIONS

Région Parisienne. — 1<sup>re</sup> Assemblée générale samedi 13 Juillet à 20 h. 30 (voir le lieu sur le « Populaire » Communications diverses).  
2<sup>e</sup> Responsables du secteur prévoir une réunion de secteur avant l'Assemblée générale.

COMMISSION REGIONALE. — Réunion 8, rue Legouvé, samedi 13 Juillet à 17 h. 30.  
SECTEUR B. — Réunion au local, mardi 9 Juillet à 21 heures.

ADMINISTRATION. — 1<sup>re</sup> Camarades libres de 19 heures à 20 h. 30 une ou deux fois par semaine se faire inscrire pour travaux d'administration.

2<sup>e</sup> Tous les samedis à partir de 17 heures, camarades disponibles tous au local pour travail collectif.

## CERCLES D'ETUDES

Première leçon, commencement du mouvement révolutionnaire. I et II Internationales. Lundi 8 Juillet, 20 h. 30, 8, rue Legouvé.

## POUR L'ENSEIGNEMENT DU DESSIN

**Demain il sera trop tard. Hâtez-vous d'apprendre à dessiner. Rien à payer d'avance.**

Aujourd'hui paraît le dernier bulletin de commande qui permettra à nos lecteurs de se procurer le COURS DE DESSIN DE L'ECOLE DES SCIENCES ET ARTS à des conditions exceptionnellement avantageuses.

C'est sur un succès inouï, qui a dépassé les prévisions les plus optimistes que se termine notre campagne. Que les retardataires se hâtent ; demain il sera trop tard.

Le dessin qui fut antérieur à l'écriture est le mode d'expression le plus naturel à l'homme, le plus universel et le plus direct aussi, puisqu'un dessin clairement exécuté est dès le premier coup d'œil compris de tous et partout. Source de joies fécondes et innombrables, l'art du dessin permet, en même temps qu'il embellit la vie, de l'améliorer matériellement. Dans toute profession le dessin est un auxiliaire indispensable ; de belles carrières artistiques sont ouvertes aux bons dessinateurs. Savoir le dessin, c'est pouvoir s'exprimer librement et personnellement, c'est assurer infailliblement son avenir. Combien de fois n'avez-vous pas rêvé d'allier l'art désintéressé avec le juste profit matériel ? Nous vous offrons le moyen de réaliser ce beau rêve.

Avec le COURS DE DESSIN DE L'ECOLE DES SCIENCES ET ARTS.

vous apprendrez le dessin en trois ou quatre mois.

sans nuire à vos occupations habituelles, sans sortir de chez vous, sans fatigue et sans effort.

Le Cours de dessin de l'Ecole des Sciences et Arts est :

**L'ENSEIGNEMENT LE PLUS PRATIQUE**

celui où vous n'avez pas à vous déranger pour aller au professeur, car avec son cours, ses corrections, ses conseils, c'est le professeur qui vient à vous et qui y vient à votre heure, reprenant ou interrompant la leçon à votre gré ;

**L'ENSEIGNEMENT LE PLUS EFFICACE**

qui vous permet de recevoir à domicile, de véritables leçons particulières, non pas des corrections en série, mais des observations, des conseils rédigés spécialement pour vous ;

**L'ENSEIGNEMENT LE PLUS RATIONNEL** qui, strictement individuel et personnel, tient compte de vos petites faiblesses, mais aussi qui ne laisse rien perdre de vos dons et qui, tantôt plus lent, tantôt plus rapide, suit docilement jusqu'au résultat final la courbe de vos progrès ;

**L'ENSEIGNEMENT LE MOINS COUTEUX**

qui ne vous demande d'utiliser chez vous vos loisirs et qui, pour une dépense insignifiante en regard des frais que vous coûteraient plusieurs années d'études dans une école des beaux-arts, vous permet de bénéficier des conseils des maîtres les plus éminents.

Enfin, en incitant tous nos lecteurs et lectrices, enfants, jeunes gens et adultes, à apprendre le dessin, nous poursuivons un but social, c'est pourquoi nous avons obtenu pour nos lecteurs, des prix exceptionnels de propagande et d'énormes facilités de paiement.

Le Cours de dessin de l'Ecole des Sciences et Arts comprend :

Un cours de dessin très complet en soixante-douze leçons richement illustrées qui, à l'aide d'exemples concrets, vous donnera tous conseils utiles.

Soixante-douze groupes d'exercices que vous pourrez envoyer à des professeurs de grand talent et qui vous retourneront vos essais abondamment annotés. A l'occasion de ces exercices, vous aurez la faculté, si vous le désirez, de correspondre directement avec vos professeurs et de leur poser des questions sur la manière d'orienter votre talent ; ils vous répondront toujours au mieux de vos intérêts.

Vous pouvez dès aujourd'hui vous procurer le COURS DE DESSIN DE L'ECOLE DES SCIENCES ET ARTS au prix réduit que nous accordons à nos lecteurs. Il suffit d'adresser à Populaire, 5, rue Saint-Augustin, Paris (2<sup>e</sup>) le bulletin de commande ci-dessous.

## BULLETIN DE COMMANDE

Ce bulletin vous donne le choix entre trois modes de paiement :

Rayez les deux formules que vous ne choisissez pas

FORMULE A. — Paiement comptant, au prix exceptionnel de propagande.  
FORMULE B. — Paiement en six mensualités.  
FORMULE C. — (Onze mois de crédit). Rien à payer d'avance.

Veuillez m'expédier le COURS DE DESSIN DE L'ECOLE DES SCIENCES ET ARTS.

FORMULE A. — Je vous remets sous ce pli en espèces, chèque, mandat-poste (biffez les mentions inutiles), la somme de 600 francs, prix total du cours (tarif de faveur).  
FORMULE B. — Je vous remets, sous ce pli en espèces, chèque, mandat-poste (biffez les mentions inutiles), la somme de 125 francs, montant du premier versement. Le prix total du cours étant fixé à 750 francs (tarif de faveur), je paierai le solde, soit 625 francs, à raison de 125 francs par mois, le 5 de chaque mois, à partir du mois prochain.  
FORMULE C. — Le prix total du cours étant fixé à 840 francs (tarif de faveur), je m'engage à vous payer cette somme en dix mensualités de quatre-vingt-quatre francs, la première le 5 de mois suivant le mois de la livraison, les suivantes le 5 de chaque mois.

Nom et prénoms.....

Profession.....

Demeurant à..... départ.....

Rue..... N°.....

A..... le..... 1935

Signature :